

Dajaloo devient

Supporterres

Le magazine de SOS Faim rédigé par ses bénévoles



Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles

Trimestriel N°3
Mars 2018

N° d'agrément
P601176

DOSSIER **BOLIVIE**

La Pachamama dans tous ses États



À la rencontre des paysans boliviens



Vous découvrez
Supporterres
et souhaitez le recevoir
gratuitement ?
Écrivez-moi à :
cra@sosfaim.org

SOS Faim asbl
Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles
T 02 548 06 70
www.sosfaim.be

CCP : BE83 0000 0000 1515
BIC : BPOTBEB1

E.R. > Olivier Hauglustaine

Relecture > Clémentine
Rasquin et Manoé De Neck

Design > yellowstudio.be

Réalisé avec le soutien de

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**

En novembre dernier, une équipe de bénévoles et permanentes quittent le plat pays pour gagner la Bolivie. Au programme de cette mission, de nombreuses rencontres de partenaires et bénéficiaires pour entrer au cœur des projets de quatre partenaires :

- **AGRECOL** > fondation spécialisée dans l'accompagnement de processus agroécologiques et d'adaptation au changement climatique ;
- **CIUDADANIA** > ONG visant à promouvoir la démocratie à travers la participation citoyenne et le respect des droits de l'homme ;
- **Red OEPAIC** > réseau d'organisations actives dans l'artisanat qui a pour objectif de permettre aux artisans de vivre dignement et de préserver les traditions et le patrimoine culturel Bolivien – l'artisanat est bien souvent une activité complémentaire à l'agriculture et permet aux paysans de diversifier leurs revenus ;
- **AOPEB** > association qui vise à promouvoir le développement humain durable et à consolider la production et la consommation de produits écologiques.

Au-delà des rencontres, deux constats nous ont particulièrement frappés : les paysans boliviens souffrent d'un manque crucial d'eau, ce qui n'était pas le cas il y a quelques années. Le pays subit également une politique visionnaire

non-aboutie qui était pourtant prometteuse. L'imbrication de ces deux éléments rend la vie des paysans boliviens extrêmement précaire et souligne l'importance des dynamiques collectives pour réfléchir aux solutions possibles et les mettre en œuvre.

Ce troisième numéro du Supporterres vise à détailler ce constat et à mettre en valeur les nombreuses actions et pratiques qui sont développées localement pour surmonter ce contexte et s'engager pleinement dans un développement durable porteur d'espoir.

Nous profitons de cet éditto pour remercier nos partenaires et les bénéficiaires des projets que nous avons exploré. Un merci particulier à : Nieves, Antonia, Katalina et Felix (Arte Andino – Red OEPAIC) ; José Luis et Juan (PROTAL-AOPEB) ; Alex, Véronica, Pedro et Mario ; Alberto et son équipe, Rosemary, Remberto, Emilio y Leon (CIUDADANIA). Leur temps et leurs témoignages nous ont été précieux.



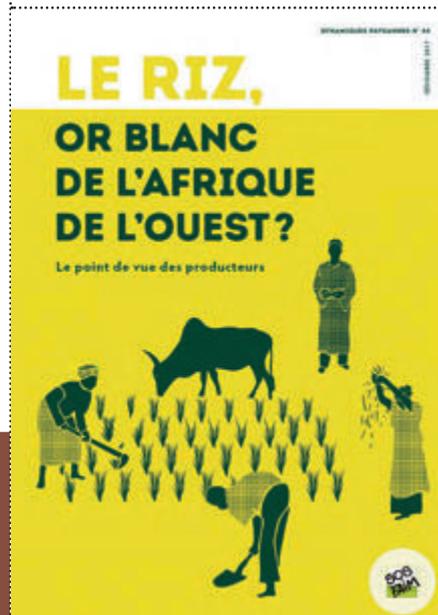
Anne-Laure Van der Wielen
Responsable Mobilisation



Atelier sur l'importance des organisations paysannes au sein du "secteur privé"

En décembre 2017, SOS Faim a organisé un atelier avec pour objectif d'illustrer l'importance des exploitations familiales en tant qu'acteurs clés du secteur privé. Quatre partenaires ont témoigné de leurs **initiatives locales et innovantes 100% paysannes**. Ce moment a permis de présenter devant des décideurs politiques belges et européens des structures paysannes durables d'envergure ! Nous espérons que cela encouragera une meilleure perception et prise en compte des organisations paysannes en tant que **structures crédibles** du secteur privé agricole.

 Lire sur le sujet : **Le riz, or blanc de l'Afrique de l'Ouest ? Le point de vue des producteurs.**



8 mars, Journée internationale des femmes

Dans les pays en développement, les femmes jouent un rôle majeur dans la sécurité alimentaire : **elles produisent entre 60 et 80% de l'alimentation familiale**. Leur savoir, dans la préservation de la biodiversité et des cultures ancestrales, est capital. Les femmes se consacrent essentiellement aux activités de transformation (huile, décorticage du riz, fromages, etc.) et à l'artisanat. Malgré l'importance de leur rôle, elles restent **confrontées à de nombreux obstacles**. Avec nos partenaires, nous travaillons à améliorer leurs conditions et la Journée internationale des femmes nous donne une occasion de plus pour rendre visible leur rôle et faire un appel général à leur soutien.

 Soutenez nos actions et faites un don via notre site : **www.sosfaim.be - rubrique don.**



Le Festival Alimenterre en RDC et bientôt au Sénégal

Du 25 au 29 novembre, le Festival Alimenterre s'est exporté à Kinshasa pour une deuxième édition. Ce fut un énorme succès avec plus de **1000 personnes** pour discuter et débattre de l'avenir de l'agriculture congolaise. Au programme 20 projections-débats, 5 lieux kinoï, un marché paysan, une exposition photos, mais surtout de nombreuses rencontres !

Le Festival prend de l'ampleur et attire les curieux. Début avril, une nouvelle édition aura lieu au Sénégal dans le cadre de la FIARA (Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales). Belle réussite pour ce Festival qui permet des rassemblements citoyens à travers le monde pour parler du futur de notre/nos agriculture(s) !



Arte Andino : agriculture et artisanat, main dans la main.

ALORS QUE LA DÉCENNIE DE L'AGRICULTURE FAMILIALE VIENT D'ÊTRE PROMULGUÉE

PAR L'ASSEMBLÉE DES NATIONS UNIES



AVEC L'ESPOIR D'UNE RÉELLE PRISE DE CONSCIENCE DE SA CAPACITÉ À



“ NOURRIR LE MONDE ”, LES PAYSANS DE ARTE ANDINO

ALLIENT ARTISANAT À AGRICULTURE



POUR SUBVENIR À LEURS BESOINS.

LORS DE NOTRE VOYAGE EN BOLIVIE, NOUS AVONS FAIT ÉTAPE

À ARAMASI, UN VILLAGE DE LA RÉGION MONTAGNEUSE

DE COCHABAMBA, POUR RENCONTRER DES MEMBRES D'ARTE ANDINO,

UNE ASSOCIATION D'ARTISANS MEMBRES DE NOTRE PARTENAIRE BOLIVIEN, LA RED OEPAIC.



NOTRE BUT :
PRENDRE LA MESURE
DE L'INTÉRÊT ET LA
COMPLÉMENTARITÉ
DE L'ARTISANAT DANS
LES REVENUS DES
AGRICULTEURS. NOUS
AVONS ÉTÉ ÉTONNÉES
DE CONSTATER QUE
L'ARTISANAT ÉTAIT EN
FAIT LEUR REVENU
PRINCIPAL.



© SOS Faim

ON PREND LA TEMPÉRATURE



Une agriculture de subsistance

Certains paysans peuvent se permettre de commercialiser une partie de leur production. Pour d'autres, c'est impossible. Cela mettrait en péril leur sécurité alimentaire. En effet, les récoltes suffisent à peine à nourrir les familles et la production est peu diversifiée. L'agriculture est donc insuffisante pour assurer tous les frais d'un ménage (éducation, santé, etc.).

Là où le bât blesse

Comment expliquer ces productions en quantité limitée ? Le climat participe pour beaucoup. De plus en plus aride, il ne permet pas une production suffisante pour dégager un surplus. Quant aux infrastructures d'acheminement ou de stockage d'eau, elles ne parviennent à pallier le manque d'eau. La vétusté, voir l'inexistence des infrastructures routières constitue un frein supplémentaire au développement du commerce agricole. Sans compter les moyens financiers qui font défaut pour l'achat de terres ou de matériel agricole. De même pour la main-d'œuvre qui déserte les campagnes et gagne les villes pour travailler ou étudier.

L'artisanat, une source de revenu fixe et sûre

C'est là qu'intervient Arte Andino. L'association forme les paysans et les paysannes au tissage. Cela leur permet de vendre leur production dans un magasin à Cochabamba à un prix juste. Arte Andino leur vend une laine de bonne qualité, à 5% de plus que le prix de gros, ce qui alimente le fonds de matières premières de l'association. Les artisans sont payés pour leur production chaque mois à date fixe. Et ce, que celle-ci ait été vendue ou pas. Une sécurité financière précieuse pour des paysans qui ne sont jamais sûrs de leurs revenus agricole.

Bien qu'ils aimeraient diversifier leur production pour leur consommation propre, les paysans d'Aramasi n'envisagent pas de développer davantage leur activité agricole. L'artisanat leur semble être une réponse adaptée à leurs besoins.

Cette solution leur paraît plus facile et plus prudente ; elle ne dépend ni du climat, ni de la bonne volonté de l'État, éléments centraux de la vie des paysans boliviens.



Justyna Dunin-W.
Bénévole



PARTENAIRE
DE SOS FAIM



PARTENARIAT PUBLIC - PRIVÉ : réalités et enjeux pour les organisations paysannes boliviennes



APRAE ET LE MARCHÉ PUBLIC DES PETITS DÉJEUNERS SCOLAIRES DE TOTORA

Le marché public gagné par APRAE au niveau de la municipalité de Totorá est une belle réussite pour l'organisation paysanne qui produit aujourd'hui les petits déjeuners scolaires de 46 écoles sous financement public.

“ Ce ne fut pas facile de décrocher ce marché public ! Les conditions pour pouvoir y participer étaient très contraignantes au niveau légal et administratif : documentation, certificat, registre pour chaque produit. Peu d'entreprises locales sont en mesure de répondre à autant de critères.

C'est grâce à la loi 622 (Ley de Alimentación Escolar) que les conditions sont devenues plus accessibles aux entreprises locales. Aujourd'hui, c'est surtout la bureaucratie des municipalités et de l'État qui alourdit le processus. Il faut une bonne dose de volonté des autorités locales pour travailler avec les organisations paysannes locales.

Le bourgmestre et le Directeur du développement de la production de la municipalité de Totorá ont été des acteurs clés dans la réussite de ce projet. Et les retombées sont conséquentes !

En dehors d'une rémunération stable pendant un an pour les paysans, il y a de nombreux avantages collatéraux :

- les producteurs sont mieux suivis et accompagnés, cela permet d'augmenter la qualité des petits-déjeuners ;
- on a moins de perte grâce à la fraîcheur des produits ;
- on observe aussi des liens dans les cours : les enfants étudient le projet, font des devoirs directement liés à la plantation. C'est très pratique et intéressant pour eux ; et tout aussi valorisant pour les agriculteurs !”

Verónica Romero (Responsable Education du Gouvernement autonome municipal de Totorá)



Anne-Laure Van der Wielen
Responsable Mobilisation



ADAPTATION DE LA PRODUCTION EN FONCTION DE LA DEMANDE, FORTEMENT INFLUENCÉE PAR LES AUTORITÉS

CIUDADANIA est une ONG d'appui partenaire de SOS Faim. Elle accompagne les organisations paysannes dont celle de Rosemary et Remberto dans son projet de construction de serres pour arbres fruitiers et d'irrigation par vaporisation.

“ Avant, nous ne produisions que des fleurs, mais suite à la formation de CIUDADANIA, nous avons décidé de produire des arbres fruitiers. Nous cultivons différentes variétés de pommes, pêches, raisins et poires. Au total, plus de 15 variétés différentes.

Une de nos variétés de pommier s'adapte particulièrement bien aux terres arides. Nous achetons les semences certifiées à une organisation locale : PROHIMPA ; et nous faisons nous-mêmes l'hybridation des plants pour qu'ils soient plus forts. Les plants restent 9 mois dans leurs serres et ensuite, nous les vendons à des particuliers et aux autorités locales.

Notre plus grand marché, nous l'avons gagné auprès des autorités. Les autorités souhaitaient voir des pommes locales dans les marchés et contrer l'importation. Nous avons pu en vendre via ce canal pendant 2 ans. Mais aujourd'hui, ils n'en demandent plus et les particuliers n'en achètent presque pas. C'est pourquoi nous allons devoir diminuer notre production de pommiers et nous diversifier. Nous pensons à produire des avocats car ils sont peu cultivés en Bolivie et pourtant très consommés localement, la plupart sont importés du Pérou. ”

Rosemary et Remberto, bénéficiaires d'un projet de CIUDADANIA



L'ENJEU : COMMENT VALORISER À UN PRIX JUSTE LES FILIÈRES BIO ET ÉQUITABLE ?

PROTAL est une organisation paysanne de production biologique membre de l'AOPEB (Association des organisations de producteurs écologiques boliviens) qui est partenaire de SOS Faim.

“ Nous vendons du miel au Ministère national de la santé dans le cadre d'un programme d'appui aux femmes enceintes. Ce marché nous a été octroyé pour un an. Cela n'a pas été facile car bien que le label biologique soit un facteur qui joue en notre faveur et pris en compte par le gouvernement, le label “équitable” quant à lui n'est pas valorisé. Nous sommes donc en concurrence avec des structures qui ne donnent pas un prix juste aux paysans. Nous, nous produisons biologique, équitable et nous payons nos impôts. Nos prix sont donc nécessairement plus élevés. ”

Juan, Directeur de Protal



LES CHANGEMENTS

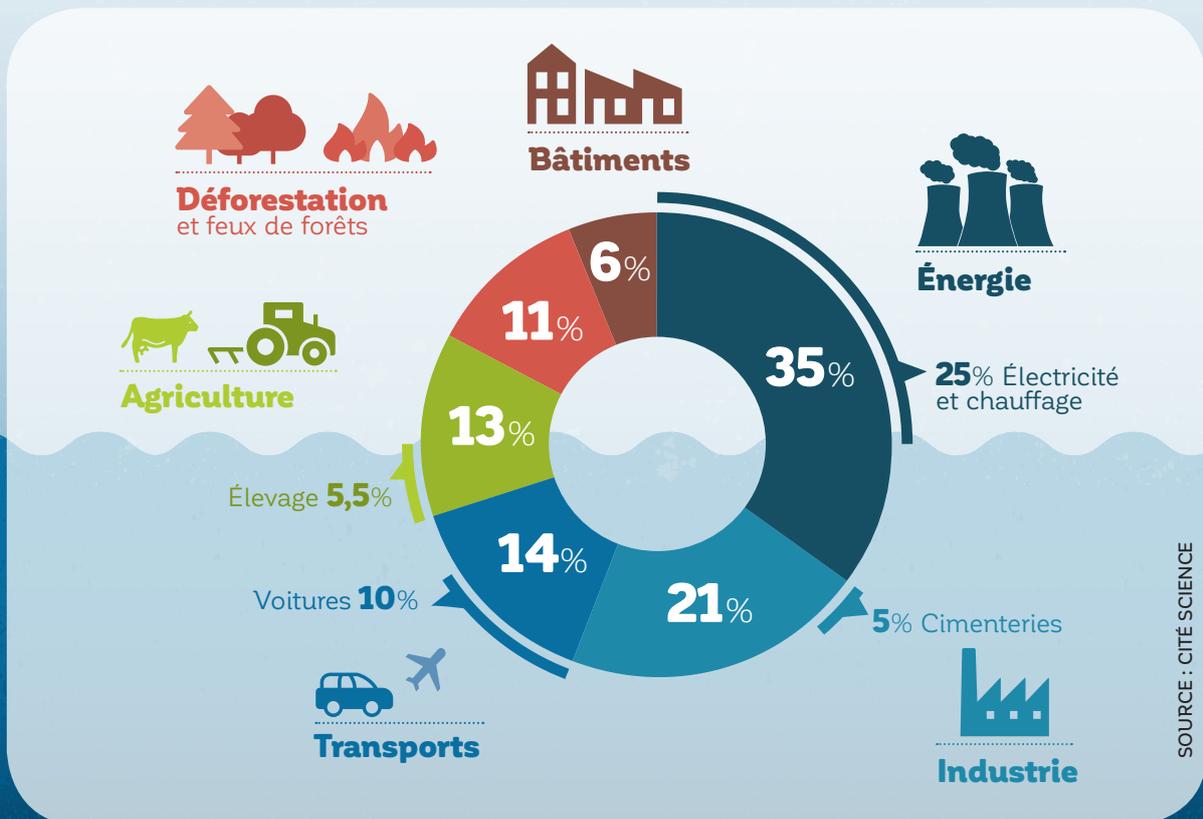


N_2O

CO_2

CH_4

DIVERS SECTEURS D'ACTIVITÉS PRODUISENT DES **GAZ À EFFET SERRE** (GES) QUI **PIÈGENT L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS L'ATMOSPHÈRE.**



TS CLIMATIQUES

EN 1 CLIC



ONT DES IMPACTS
EN BOLIVIE
MAIS AUSSI
AILLEURS DANS
LE MONDE !



-3,5 à 4% par décennie



+0,19 m depuis 1901



+0,85°C depuis 1880

↑
90%

DE CETTE ÉNERGIE EST **ABSORBÉE PAR LES OCÉANS**.
ELLE AUGMENTE LES TEMPÉRATURES DE LA SURFACE
DE LA PLANÈTE. PAR CONSÉQUENT, **LA BANQUISE FOND**
ET **LE NIVEAU DES OCÉANS AUGMENTE**.

AUTRES RÉPERCUSSIONS



INONDATIONS



SÉCHERESSES



PERTE DE
BIODIVERSITÉ



DÉPLACEMENT
DE POPULATIONS



Politique agricole en Bolivie : **des promesses semées à tous vents ?**

En décembre 2005, Evo Morales est élu Président à 54% des voix.

L'accession au gouvernement d'Evo Morales en 2005 en tant que premier Président d'origine amérindienne et fils de paysans, représentait un réel espoir pour le peuple bolivien. Bien que le ratio de la pauvreté soit descendu de 20% depuis son élection, deux tiers de la population vit encore sous le seuil de pauvreté.



► DE HAUTS ESPOIRS AVEC UN PAYSAN AU POUVOIR

De 1985 à 2003, l'élection du Président par le peuple devait être garantie par un second tour au Congrès. Les principaux acteurs politiques négociaient des accords politiques et le Président ne pouvait entrer en fonction qu'après la conclusion d'un "pacte" entre partis politiques. À cette époque, les orientations prises par le gouvernement servaient surtout l'intérêt des entreprises privées. On pouvait distinguer alors "deux Bolivies" : une *Bolivie rurale* laissée pour compte au profit d'une *Bolivie urbaine* favorisée. La population rurale a d'ailleurs baissé de 13% à cette époque.

En décembre 2005, Evo Morales est élu président à 54% de voix. Il gagne la confiance du peuple en plaçant les droits de la nature et de la Terre Mère au centre de son modèle de développement. Fils de paysans et cultivateur de coca, Evo Morales propose des objectifs tels que la lutte contre la pauvreté et la corruption, ainsi que l'intégration des peuples indigènes dans la vie sociale et politique.

► LES AVANCÉES SOCIALES SOUS MORALES

Le nouveau gouvernement instaure une politique d'austérité en coupant dans les salaires du Président et des fonctionnaires de l'État pour investir dans la santé et l'éducation. Il offre une légitimité politique aux secteurs populaires et sociaux. Hormis les partis traditionnels, le gouvernement est désormais composé d'organisations sociales d'indigènes, de paysans et d'ouvriers. Des progrès significatifs sont ainsi réalisés en matière d'alphabétisation, d'accès à l'éducation et aux soins de santé et de lutte contre la pauvreté.



Le discours ne correspond pas à l'action. Les campagnes sont à nouveau laissées pour compte, et les villes se paupérisent.

Dans le secteur de l'agriculture, une vision de développement durable semble également se développer. Ainsi, Morales promulgue des lois favorables aux petits producteurs et artisans, à l'agriculture biologique et à la protection de l'environnement et de la Terre Mère.

Cependant, les campagnes continuent de se vider.

LES DÉSILLUSIONS NE TARDENT PAS À SE FAIRE SENTIR

Malgré les discours et les lois en leur faveur, les campagnes ne bénéficient pas de l'aide prévue par le gouvernement. Les circuits administratifs sont lents et ralentissent le flux des budgets vers les municipalités plus isolées et les fonds alloués aux communautés sont souvent détournés.



Alex Flores, fils de paysans et technicien d'AGRECOL, s'exprime sans concession :

« C'est nous qui avons porté Evo au pouvoir. Il a été très bon les premières années. Aujourd'hui, c'est la décadence ! On a beaucoup travaillé, lutté pour arriver là où on en est, et avec la corruption, tout peut retomber. À ce moment-là [en 2005] aussi j'avais appuyé Evo, mais aujourd'hui il veut rester au pouvoir et je pense que c'est mal. »

ACTU

En novembre 2017, Evo Morales a obtenu du Tribunal Constitutionnel la possibilité de briguer un 4^{ème} mandat. Il contourne ainsi la Constitution de 2009, qu'il avait lui-même contribué à façonner, et qui prévoit qu'un candidat ne peut se présenter plus de deux fois à la présidence. Il fait fi également des résultats du référendum de 2016 où le " NON " l'a remporté à 51,3%.



Justyna Dunin W.
Bénévole

UN DÉVELOPPEMENT RURAL PLUS INDÉPENDANT

Malgré ce contexte peu favorable, des ONG comme CIUDADANIA ou AGRECOL, partenaires de SOS Faim, travaillent de concert avec les gouvernements municipaux dans la région de Cochabamba espérant les impliquer de manière durable dans le soutien de l'agriculture familiale durable. En parallèle, ces structures renforcent les dynamiques paysannes, désormais transformées en organisations économiques pour certaines, qui peuvent évoluer de manière indépendante dans un pays où le gouvernement central semble trop souvent les oublier.



76% de la population rurale bolivienne dispose d'un accès à l'eau depuis 2015 mais le secteur agricole ne peut utiliser l'eau de ces infrastructures sous peine d'amendes considérables.

L'eau en Bolivie :

entre réchauffement climatique et décisions politiques, les paysans souffrent !

COMMENT EXPLIQUER QUE
DANS LES ANDES BOLIVIENNES,
LES PETITS PRODUCTEURS
MANQUENT D'EAU
POUR CULTIVER LEURS CHAMPS
ALORS QUE LE PAYS POSSÈDE
UNE IMPORTANTE RÉSERVE
D'EAU DOUCE ?

► IMPACT DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Entre les plateaux semi-arides des Andes et les plaines amazoniennes humides, l'eau est répartie inégalement sur le territoire bolivien. La multiplication des phénomènes climatiques extrêmes a creusé ce déséquilibre. Le courant chaud El Niño a, par exemple, provoqué en 2016 une sécheresse dévastatrice dans la région de l'Altiplano tandis qu'il a causé des inondations hors normes dans la partie amazonienne.

Malgré cette forte variabilité de la météo, les scientifiques de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) ont observé une diminution globale des pluies sur l'ensemble du pays. Ce phénomène a eu des répercussions néfastes sur les réserves d'eau du pays. À titre d'exemple, le deuxième plus grand lac de Bolivie, le lac Poopó, s'est ainsi retrouvé totalement asséché en 2015. Or, sans eau, la culture de la terre est impossible. Pour les petits producteurs, la crise climatique est étroitement liée à une crise de l'eau.



LA PRIVATISATION DE L'EAU SOUS L'ÉPOQUE NÉOLIBÉRALE

Le facteur climatique n'explique pas à lui seul la pénurie d'eau. La mauvaise gestion est également en cause. Le gouvernement néolibéral d'Hugo Banzer a longtemps considéré **l'eau comme un produit marchand**. En 1999, avec l'appui de la Banque Mondiale, il a permis à la société Aguas del Tunari d'acquiescer le monopole de la gestion des eaux à Cochabamba, troisième ville du pays. **Les tarifs ont augmenté de 30 % à 300 % sans aucune amélioration du service¹**. L'exploitation a aussi interdit aux paysans d'utiliser leurs propres systèmes d'irrigation. Cette privatisation injuste a déclenché une « guerre de l'eau ». La révolte des citoyens a contraint le gouvernement à retirer les concessions de l'entreprise. En 2005, un mouvement similaire a expulsé la compagnie Agua del Illimani de La Paz-El Alto.

L'EAU, UN DROIT POUR TOUS SOUS MORALES... MAIS PAS ENCORE POUR L'AGRICULTURE!

En prônant l'eau comme un bien public, Evo Morales et son parti (Mouvement vers le Socialisme -MAS), ont remporté le pouvoir en 2005. Les paysans ont vu dans cette élection le signe d'un futur prometteur. L'accès à l'eau est devenu un droit fondamental inscrit dans la nouvelle Constitution de 2009. De plus, un ministère de l'eau fut instauré pour garantir sa distribution équitable. Grâce à ces investissements publics, **76 % de la population rurale bolivienne dispose en 2015 d'un accès à l'eau potable contre seulement 40 % en 1990²**.

Néanmoins, les petits producteurs ne peuvent utiliser l'eau de ces nouvelles infrastructures pour irriguer leurs champs, au risque d'être dénoncés et de payer des amendes considérables. Ainsi, **l'accès à l'eau reste fragile, particulièrement pour ceux qui sont les plus touchés par la diminution des précipitations**. De plus, la politique extractive du gouvernement permet aux exploitations minières de s'emparer d'une part importante des ressources en eau et a pour conséquence une plus grande pollution des rivières. Cet accaparement contraint les paysans dans l'impossibilité de vivre de leur culture à se tourner vers les villes. La mauvaise gestion de l'État participe ainsi à l'exode rural et au gonflement des bidonvilles.



LA CLÉ : S'ADAPTER

Bien qu'il soit difficile d'inverser le changement climatique, il est toutefois possible de s'y adapter. Ainsi, l'organisation **AGRECOL**, partenaire de SOS Faim, familiarise les petits producteurs à l'agroécologie pour favoriser une culture durable et respectueuse de l'environnement, garantissant la sécurité alimentaire tout en régulant la consommation d'eau.

Qui dit meilleure gestion dit aussi économie d'eau. **CIUDADANIA**, avec l'appui de SOS Faim, donne des formations pour renforcer la capacité des agriculteurs à mieux gérer le peu de ressources en eau dont ils disposent, et finance notamment des microprojets d'irrigation au goutte-à-goutte.



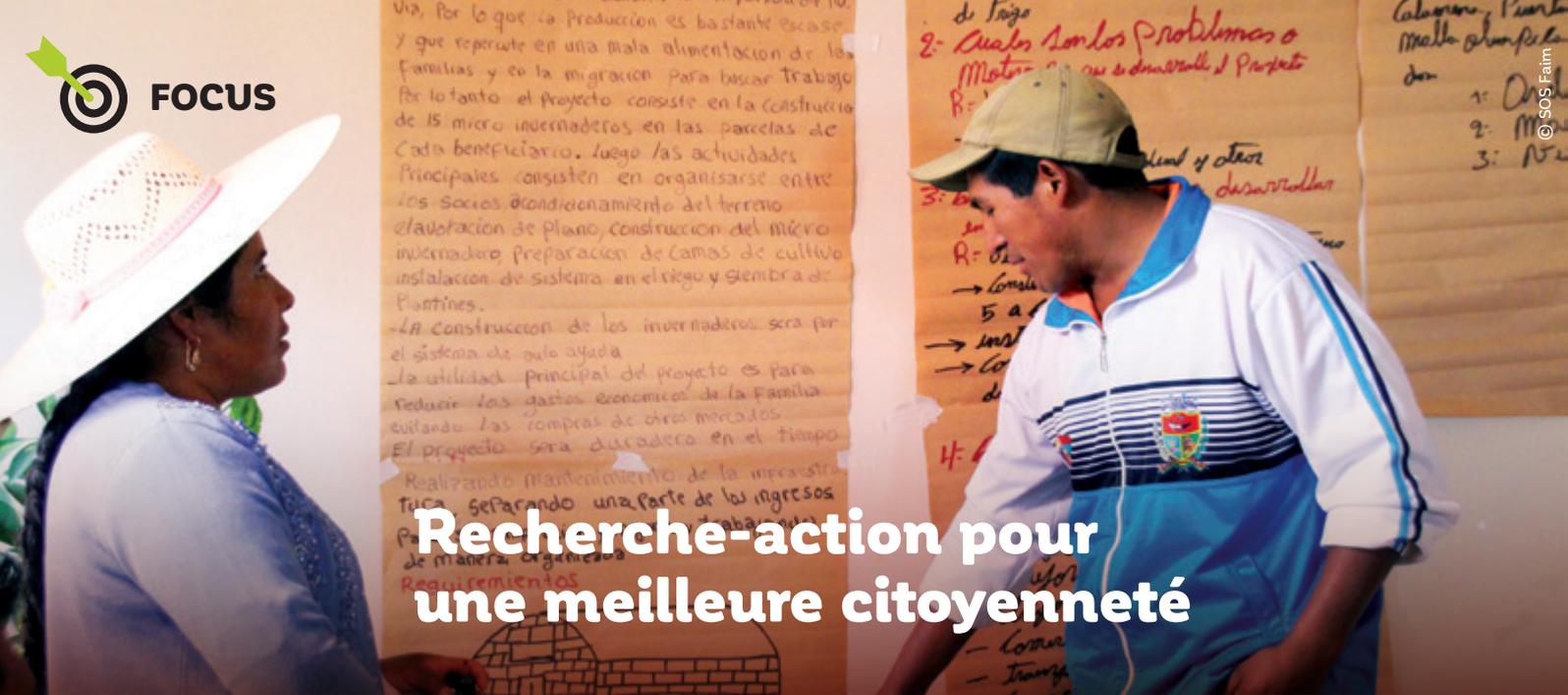
Les comportements des citoyens ne peuvent porter leurs fruits sans un soutien du gouvernement. C'est pourquoi ces deux associations appuient les organisations paysannes dans leurs actions de plaidoyer afin que les politiques publiques favorisent l'accès à l'eau pour l'agriculture familiale plutôt que pour les grandes entreprises extractivistes.



Léa Gros
Bénévole

¹ M.Bertelli, "La guerra interminable: 15 años de lucha por el agua en Bolivia", El Diario, 30 juillet 2015.

² Métadonnées de la Banque Mondiale, " Source d'eau améliorée, en milieu rural (% de la population rurale y ayant accès) "



Recherche-action pour une meilleure citoyenneté

En développant leur capacité de gestion, les petits agriculteurs sont renforcés pour améliorer leurs conditions de vie.

Créée en 2004, CIUDADANIA – “citoyenneté” en espagnol – est une ONG active dans la région de Cochabamba dans la promotion de la démocratie et du respect des droits de l’homme. Grâce à la participation citoyenne, elle entend réduire l’exclusion sociale et améliorer la qualité de vie des Boliviens. CIUDADANIA est partenaire de SOS Faim depuis plus de 10 ans et a développé un programme de développement territorial intégrant organisations paysannes, municipalités et acteurs de la société civile.



Entre les pratiques démocratiques et les mesures autoritaires du gouvernement, la participation civique en Bolivie doit être consolidée. C’est pourquoi CIUDADANIA est impliquée dans la recherche sur l’exercice de la citoyenneté. À travers des enquêtes de l’opinion publique, elle produit des analyses pour améliorer l’insertion des citoyens dans la vie politique.

Des activités concrètes accompagnent ces réflexions. L’association assiste les personnes les plus vulnérables, comme les paysans, dans leurs actions de plaidoyer auprès des acteurs institutionnels. Grâce à cet appui, elles peuvent défendre leurs droits en influençant les politiques publiques. Cette combinaison entre l’investigation et l’action permet à l’organisation d’obtenir des résultats tangibles et durables pour les citoyens.

RÉDUIRE LA PAUVRETÉ RURALE EN SOUTENANT LES DYNAMIQUES COLLECTIVES D’AUTO PRISE EN CHARGE

CIUDADANIA, avec l’appui de SOS Faim, a élaboré un programme de formations et de soutien financier destiné aux organisations paysannes pour promouvoir le développement territorial local dans six municipalités. Les formations visent à renforcer les dynamiques collectives ainsi que les capacités de gestion des petits producteurs. À la fin de l’apprentissage, l’initiative la plus aboutie est mise en œuvre grâce au soutien financier de CIUDADANIA et de la municipalité. Pour les autres, une évaluation vise à leur permettre de consolider leur projet et de le représenter.

La dynamique collective ainsi que la mise en contact avec la municipalité sont par ailleurs des pas importants vers une citoyenneté active.

REGARD D’UN AGRICULTEUR

« Grâce à l’appui de CIUDADANIA, nous avons développé une meilleure irrigation au goutte-à-goutte. Nous avons aussi appris à utiliser l’engrais biologique. Avant, un pêcher produisait une caisse de pêches par an. Aujourd’hui, on va jusqu’à cinq caisses par arbre! CIUDADANIA a fortifié notre organisation. Nous nous sentons à présent capables de faire un projet par nous-mêmes ».

Don Emilio, coopérateur de ASPAGAROK, organisation paysanne



www.ciudadaniabolivia.org



Léa Gros
Bénévole



LES SYSTÈMES AGROFORESTIERS COMME ALTERNATIVE ENGAGÉE DANS UNE TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE



Après deux heures de route sur piste et au milieu des forêts tropicales humides des jungles, nous arrivons à la ferme de la famille Peralta, membre de Montaña Verde, elle-même membre de l'AOPEB, partenaire de SOS Faim.

Dans l'exploitation familiale, la jeune génération prend le lead de la production de café "écologique". Les expérimentations démarrées en 2011 commencent à porter leurs fruits. Les jeunes développent leurs compétences en agriculture écologique : pas de brûlis, récupération de la matière organique, utilisation de microorganismes pour faciliter la décomposition, fertilisation des sols avec les déchets organiques, production de fertilisant naturel sont autant de pratiques mises en œuvre pour préserver la "Pachamama".

Côté rendement, c'est la sélection des variétés locales résistantes à la rouille (maladie) et l'augmentation de la densité qui permet de viser des rendements d'au moins 2.5 tonnes de café oro¹ à l'hectare, pouvant représenter jusqu'à 15 000 dollars de vente. Côté économique, en plus du café, on compte sur une bonne maîtrise

des charges avec une utilisation optimum de la main-d'œuvre familiale ainsi que sur la diversité des cultures dans le temps et dans l'espace (piments, bananiers, avocats et arbres). Ces cultures permettront des rentrées d'argent ou viendront varier les menus.

À Caranavi, "capitale" du café des jungles, les habitants sont fiers de ces premiers résultats mais restent inquiets: le programme du gouvernement d'appui au secteur du café vient d'être ajourné. Or, les séquelles des très mauvaises récoltes de 2015 sont encore visibles et la crainte que le modèle conventionnel développé par quelques gros producteurs ne vienne "contaminer" les efforts de l'AOPEB est palpable. L'AOPEB s'investit beaucoup au sein des instances publiques pour favoriser le dialogue entre producteurs, universités et communes et faire émerger des projets pour la filière.

L'expérience appuyée par SOS Faim avec l'AOPEB n'est pas une exception : de multiples organisations de producteurs se professionnalisent dans le développement de systèmes agroforestiers. Favorisant la résilience des exploitations familiales et la durabilité des systèmes de production, ils ont l'avantage d'être centrés sur une production phare comme le café ou le cacao. Cette particularité permet un accès à un marché rémunérateur relativement facile.

Depuis 2017, SOS Faim soutient ses partenaires dans cette transition écologique. Au-delà d'encourager quelques bonnes pratiques au niveau local, il s'agit de soutenir des trajectoires de changement de modèle en vue de construire une nouvelle économie agricole et rurale plus juste et porteuse d'espoir pour les jeunes. À n'en pas douter, le chemin sera long mais passionnant dans la jungle infinie des alternatives agroécologiques de demain.

¹ Café en grain, séché avant torréfaction



Dominique Morel

Responsable des Partenariats au Sénégal, membre du groupe Agro écologique de SOS Faim



**ALEX
FLORES**



**UN PARTENAIRE EN
OR QUI SERA BIENTÔT
PARMI NOUS !**

Deux fois par an, SOS Faim invite des partenaires du Sud à témoigner de leur expérience de terrain. SOS Faim sensibilise ainsi le public belge à la cause des paysans et paysannes du Sud, premières victimes de la faim mais également acteurs centraux du changement structurel qui doit s'opérer au niveau du système agro-alimentaire mondial.



En mars, nous accueillerons Alex Flores, fils de paysans et technicien de l'AGRECOL. AGRECOL est une ONG d'appui aux agriculteurs qui œuvre dans la région de Cochabamba en Bolivie.

Alex raconte son histoire en commençant par celle de ses parents et ancêtres, paysans qui ont subi " la colonisation, l'accaparement de leurs terres et l'esclavage ". Son combat auprès des paysans est ainsi nourri par les injustices vécues par les générations précédentes. Bien qu'il observe des améliorations avec " Evo ", comme il l'appelle, le Président issu du monde paysan n'est pas à la hauteur des espérances de ses compatriotes et la situation des paysans reste critique.

Fortement engagé, Alex a décidé de concentrer son énergie au plus près du quotidien des paysans, en les appuyant dans la consolidation de leur organisation, de leur stratégie de développement et de plaidoyer, et de leur gestion. Et cela porte ses fruits ! Son travail vise notamment à appuyer les producteurs dans la transformation de leur production et à identifier des canaux pour valoriser et commercialiser au mieux leurs produits agroécologiques.

À ce titre, l'exemple des partenariats publics-privés entre la Municipalité de Titora (Cochabamba) et l'organisation paysanne APRAE est un bel exemple. APRAE a en effet gagné un marché public et fournit aujourd'hui des petits déjeuners scolaires locaux et biologiques à 46 écoles de la région ce qui représente 3500 élèves !

Anne-Laure Van der Wielen
Responsable Mobilisation



Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles

www.sosfaim.be